

Afghanistan

Dossier réalisé
par **Gérald Papy**



A photograph of a woman wearing a white burqa riding a blue motorcycle away from the camera on a dirt road. The motorcycle's red taillight is illuminated. Several men in traditional South Asian clothing, including blue kurtas and shawls, are walking in the background. On the left, a woman in a green patterned dress is partially visible. The scene is set in a busy, outdoor market environment.

La pire répression des femmes au monde

Les talibans ont encore durci leur législation contre les droits des femmes. L'absence d'éducation, le silence en public, la réclusion au foyer, l'invisibilité... l'oppression est sans précédent.

T

«Tous les experts s'accordent pour dire que c'est la situation la plus grave que les femmes aient jamais connue dans le monde à l'époque contemporaine. Il n'y a pas un autre Etat sur la planète aussi irrespectueux de ses obligations à l'égard des femmes que l'Afghanistan.» Le constat dressé par la professeure de droit international de l'ULB Anne Lagerwall est implacable. Il est à la mesure de la répression mise en place, dans une certaine indifférence de la communauté internationale, par le régime politique des talibans depuis qu'ils ont repris le pouvoir à Kaboul, le 15 août 2021, après la débâcle de l'armée américaine.

Il y aura bientôt six mois que le gouvernement, en vertu de l'article 13 de la loi «pour la prévention du vice et la promotion de la vertu», a interdit aux femmes de chanter, réciter de la poésie et lire à haute voix en public. Cette proscription s'est ajoutée à l'arrêt des études secondaires et supérieures pour les filles, à l'interdiction d'accès aux parcs, salons de beauté et salles de sport, et à l'obligation pour les organisations non gouvernementales de ne pas employer des femmes. Cette mesure avait été prise fin décembre 2022 par décret. Les ONG ont été sommées de l'appliquer effectivement à la fin de l'année dernière par un rappel à l'ordre du minis-

tère de l'Economie. A défaut, la licence des ONG «fautives» sera révoquée.

Jusqu'aux fenêtres obstruées...

A l'inactivité professionnelle, au refus de l'éducation, à la réclusion dans le foyer, au silence..., les talibans ont ajouté l'invisibilité. Un décret du «guide spirituel» des talibans, Haibatullah Akhundzada, a prononcé l'interdiction des fenêtres dans les espaces domestiques fréquentés par les femmes, comme les cuisines, pour empêcher qu'elles soient visibles de l'extérieur. Les propriétaires d'habitations sont ainsi tenus d'obstruer ces ouvertures en érigeant, par exemple, des murs de «taille humaine» afin de «préserver les voisins de toute tentation». Cet arsenal répressif est mis en place au XXI^e siècle à l'heure de TikTok, de l'intersectionnalité des luttes sociétales et sociales et de la présidence de Samia Suluhu Hassan, femme musulmane, à la tête de la Tanzanie.

Comment en est-on arrivé à une telle répression? On savait les «étudiants en théologie» défenseurs d'une vision très rigoriste de l'islam. Ils l'avaient déjà mise en pratique lors de leur première expérience du pouvoir, entre 1996 et 2001. Mais en 2021, quand les Talibans reviennent à Kaboul en vainqueurs militaires et en partenaires des Etats-Unis de Donald Trump qui ont conclu avec eux, en novembre 2020, à Doha «l'accord pour la paix en Afghanistan», on pense qu'ils sont devenus plus mesurés, qu'ils auront à cœur de ménager les pays occidentaux pour attirer à eux l'aide humanitaire indispensable à la survie de la population minée par les années de guerre, et qu'ils se garderont de restaurer les mesures d'oppression des femmes qu'ils avaient mises en œuvre à la fin des années 1990. L'Afghanistan est encore sous les regards de l'opinion publique internationale, des femmes osent manifester dans les rues de Kaboul pour faire valoir leurs droits et préserver ceux dont elles ont bénéficié sous les gouvernements des présidents Hamid Karzai

6 mois
bientôt, que le gouvernement a interdit aux femmes de chanter, réciter de la poésie et lire à haute voix en public. Une proscription supplémentaire à toutes celles déjà existantes.

(2002-2004) et Ashraf Ghani (2014-2021) qui a fui le pays. Figure du nouveau régime, le porte-parole Zabihullah Mujahid affirme que les talibans sont «attachés aux droits des femmes... dans le cadre des règles islamiques». Un représentant du mouvement à Doha va même jusqu'à déclarer que si le voile sera obligatoire, la burqa, «qui n'est qu'un hijab parmi d'autres», ne le serait pas.

Des protestations de l'ONU

C'est tout l'inverse qui va se produire. A partir du printemps 2022, les premières dispositions restreignant les droits des femmes sont prises, à commencer par la suppression de l'enseignement de niveau secondaire pour les filles. C'était pourtant un test crucial concernant la

politique des talibans sur les droits humains. Depuis, elle n'a cessé d'être menée dans le sens de la répression, et pas seulement pour les femmes, puisque la loi «pour la prévention du vice et la promotion de la vertu» comporte de nombreux articles définissant les règles que sont également censés respecter les hommes, comme le port obligatoire de la barbe longue ou l'interdiction du visionnage d'écrans vivants sur ordinateur ou téléphone portable... Rien d'aussi restrictif cependant que ce qui est imposé aux femmes.

Face à cette évolution, plusieurs organes de l'ONU et les associations de défense des droits humains se sont exprimés pour dénoncer l'attitude des dirigeants afghans. «Aucun pays ne peut progresser – politiquement, économiquement ou

socialement – en excluant la moitié de sa population de la vie publique», a fustigé Volker Türk, le diplomate autrichien haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, le 31 décembre, en réaction au rappel à l'ordre des ONG sur l'emploi des femmes. «Pour l'avenir de l'Afghanistan, les autorités de facto doivent changer de cap.» Début octobre dernier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a exhorté les talibans à revenir sur la loi «pour la prévention du vice et la promotion de la vertu» édictée au mois d'août qui, selon ses membres, «institutionnalise un système de discrimination et d'oppression contre les femmes», ce qui pourrait ...

Au-delà de 12 ans, les filles afghanes sont désormais interdites de scolarité.





Mohammad Faqir Mohammadi, le ministre de la Promotion de la vertu et de la Répression du vice, lors d'une conférence de presse à Kaboul, en août 2024.

... relever du crime contre l'humanité, au titre du crime de persécution. L'initiative a cependant été jugée insuffisante par Amnesty International, qui a regretté l'absence de mise en place d'un «mécanisme international indépendant de responsabilisation, apte à identifier des auteurs, à enquêter et à recueillir et conserver les éléments de preuve» des violences.

Différence de traitements

Ces avertissements onusiens, ces revendications d'ONG sont louables. Elles ne peuvent cependant pas se substituer aux pressions politiques exercées par les dirigeants des grandes puissances qui ont joué ou jouent un rôle en Afghanistan. Certes, aucun Etat n'a formellement reconnu le nouveau pouvoir afghan, mais de facto, certains, dont l'Iran et la Chine, ont renoué leurs relations, avec installation réciproque d'ambassadeur ou de chargé d'affaires. L'ONU elle-même a accepté de renouer le dialogue avec les talibans en organisant une rencontre à Doha, au Qatar, les 30 juin et 1^{er} juillet dernier. Est-ce la raison pour laquelle les dirigeants de Kaboul campent sur les positions en matière de droits humains et se permettent même d'interdire d'accès au pays le rapporteur spécial de l'ONU sur l'Afghanistan, le Néo-Zélandais Richard Bennett?

L'inaction des Joe Biden, Emmanuel Macron, Olaf Scholz et autres dirigeants occidentaux sur la situation des femmes en Afghanistan interpelle sur leur volonté de donner à ce sujet toute l'attention qu'il mérite. Elle est d'autant plus surprenante que depuis l'avènement des djihadistes de Hayat Tahrir al-Cham au pouvoir en Syrie le 8 décembre, la question du droit des femmes est scrutée avant de définir la nature des relations futures avec eux. Les Afghanes, elles, attendent toujours. ●

«Les femmes qui restaient pour se battre veulent désormais partir»

L'accumulation des mesures contre les femmes a ruiné les derniers espoirs d'amélioration de leur condition. Les talibans tablent sur une sorte d'impunité, selon la chercheuse Mélissa Cornet.

Chercheuse indépendante, Mélissa Cornet a vécu en Afghanistan depuis l'arrivée au pouvoir des talibans, en août 2021, jusqu'à juin 2024. Elle explique le contexte politique dans lequel s'exerce la répression des Afghanes et comment elles la vivent.

Comment expliquer la multiplication des mesures contre les droits de femmes prises par les talibans?

C'est la tendance depuis trois ans et demi (NDLR: en référence à la date, en août 2021, de la conquête du pouvoir à Kaboul par les talibans). Toutes les décisions vont à l'encontre des droits de femmes. Il n'y a pas eu une seule concession, que ce soit sur le droit à travailler, le droit à l'éducation, etc. La dernière «décision» n'est toutefois pas nouvelle. L'interdiction de travailler pour les organisations non gouvernementales imposée aux femmes par les talibans date du 24 décembre 2022. Il s'agit donc d'un rappel à l'ordre indiquant que les ONG qui ne respecteraient pas la mesure pourraient être sanctionnées. Des exemptions nationales existent cependant dans le domaine de la santé et de l'éducation pour que les femmes puissent continuer à travailler en ONG et pour les Nations unies.

Comment les femmes vivent-elles ces contraintes? Une résistance est-elle encore possible?

C'est évidemment très compliqué. En 2024, j'ai fait un reportage de dix semaines au cours duquel j'ai rencontré une centaine de femmes dans sept

provinces différentes. Je suis restée en Afghanistan pendant les trois années qui ont suivi la chute de Kaboul. Ce qui était très notable en 2024, c'est la perte d'espoir de la part des femmes. Au début, elles espéraient encore que l'on pourrait négocier avec les talibans, et trouver des solutions avec eux. Aujourd'hui, l'espoir que la situation puisse s'améliorer sous ce régime a disparu. Toutes les femmes que je connais qui voulaient rester en Afghanistan pour se battre, pour faire fonctionner des écoles secrètes en faveur des filles..., toutes veulent partir parce qu'elles ont compris qu'elles et leurs filles n'avaient pas d'avenir dans l'Afghanistan des talibans.

La perception de ces mesures contre les femmes est-elle différente entre les milieux ruraux et les milieux urbains?

Elle est très différente. Les zones rurales ont très peu bénéficié des programmes d'aide, tout en étant davantage affectées par le conflit. Pour certaines femmes rencontrées dans les régions rurales conservatrices des provinces de Zabol ou de Wardak, la situation s'est améliorée parce que le conflit est terminé.

Cette répression aussi assumée démontre-t-elle que les talibans ont renoncé à faire lever les sanctions internationales contre eux?

Oui et non. Les talibans ont compris qu'ils pouvaient «jouer la montre» dans le sens où ils sont en train d'obtenir une reconnaissance de facto sans avoir à faire la moindre concession. Ils ont déjà un certain nombre d'ambassades et d'ambassadeurs de pays de la région, comme l'Iran, la Chine ou d'autres, des pays qui ont repris des relations diplomatiques relativement normales. Il n'y a pas de reconnaissance officielle. Mais dans les faits, la reconnaissance est là, la coopération est effective que ce soit en matière de commerce, de contre-terrorisme, ou de lutte contre le trafic de drogue. Ils ont compris que comme ils contrôlent le pays et que la paix règne, ils pourraient obtenir une recon-